



Imposer notre rupture : organiser les refus et les luttes.

Le 4 février, le président de la République visite l'aciérie de Gandrange que son patron Mittal veut fermer. Il affirme qu'il est contre les délocalisations et que l'Etat viendra en aide à l'entreprise pour qu'elle puisse rester en activité.

Le 6 février, ses parlementaires (et quelques autres) votent à Versailles la révision constitutionnelle qui lui permet cette fin de semaine (en pleine nuit, comme des voleurs) de bafouer le vote référendaire des Français et de ratifier le traité de Lisbonne...qui interdit absolument ce genre de soutien étatique à des entreprises en difficulté, au nom de la concurrence libre et non faussée.

Le 8 février, le président de la République présente à l'Elysée le « plan Marshall » des banlieues, sans véritables moyens, en utilisant de vieilles recettes utilisées il ya quelques dizaines d'années dans un pays raciste : le « busing ».

Une de ses principales annonces est l'« école de la deuxième chance », promue par Mme Cresson il y a une vingtaine d'années.

Dans le même temps, il démantibule l'école publique, assèche les moyens de l'éducation nationale, supprime des dizaines de milliers de postes, baisse les exigences de l'enseignement, abandonne au bord du chemin des centaines de milliers d'élèves aux incertitudes de l'apprentissage ou à la rue.

Il invente logiquement les établissements pénitentiaires pour mineurs où les mineurs se suicident : en 2007, l'administration pénitentiaire a déjoué au moins 72 tentatives de suicide dans les EPM et autres quartiers de mineurs dans les prisons.

Il veut recruter des réservistes expérimentés pour en faire des délégués à la cohésion police-population qui s'appuieront sur des **volontaires citoyens de la police nationale, « c'est-à-dire des habitants dont je veux engager le recrutement pour qu'ils s'impliquent dans la sécurité de leur propre quartier »** : des miliciens.

En 1934, Jacques Prévert écrit « **la chasse à l'enfant** » après une mutinerie dans un centre de redressement. Une campagne de presse demande la fermeture de ces centres.

Victor Hugo écrivait : « Quand vous ouvrez une école, vous fermez une prison ». Le président de la République ferme des écoles et ouvre des prisons.

Le SNPES-PJJ-FSU déclare, en colère : « en banalisant à l'extrême les effets destructeurs de l'incarcération, en privilégiant les solutions répressives au détriment de la prévention et de l'éducation en milieu ouvert, le gouvernement est en train d'instaurer un véritable gâchis humain et financier. »

La philosophie sociale, très réactionnaire comme on voit, qui alimente ces déclarations remonte encore plus loin : le 19^{ème} siècle : l'Etat aiderait (dans le meilleur des cas) ceux qui le méritent. Il y aurait des sites d'excellence, des internats pour les jeunes les plus intelligents et les plus travailleurs. On mettrait en place des filières dites d'insertion avec des entreprises rémunérées selon leurs performances et les jeunes « pourraient » bénéficier d'une bourse.

Un emploi ? N'abusez pas !

On voit chaque jour davantage que les mots perdent leur signification, les paroles leur sens premier. Nous vivons sous le règne de l'escroquerie politique. Mais le langage de séduction fallacieuse se lézarde. Le président voulait une rupture ? Imposons-lui la nôtre !

L'écrivain Christian Salmon pose cette question : **comment ont-ils réussi à nous voler le feu ?**

Fiers de lutter, nous gagnerons le pouvoir de gagner

Nous devons retrouver la fierté de lutter et surtout la raison de croire en la possibilité de vaincre cette logique de catastrophe. Trop de personnes ont fait du peuple une victime émouvante mais passive : on ne peut pas, on ne peut pas faire autrement, puisque tout le monde vous le dit !

Naguère, ce qu'on appelle de façon très générale la gauche mettait au centre le travailleur solidaire et non pas l'individu solitaire. Le travailleur n'est pas une victime. Avec ses camarades, il mène un combat. **Il est le sujet de ce combat.**

ON PEUT !

Le sous commandant Darcos déclare mercredi : « les enseignants veulent moins de professeurs, mais des professeurs mieux payés » ! Tu parles !! D'autant que le mode d'emploi arrive rapidement : il y aura des heures supplémentaires mieux rémunérées : **travaillez plus et moins nombreux pour gagner à peu près autant, si tout va bien.**

Le conseil de l'orientation pour l'emploi souligne que les minima salariaux sont inférieurs au SMIC dans 25 % des branches. Pour le reste, 75 % des branches disposent d'une grille démarrant au SMIC.

Les salaires de base de l'éducation nationale et de la Fonction Publique sont de ce même niveau pour les catégories B et C. Pour les catégories A, les salaires de début ne suffisent plus pour vivre décemment.

Jérôme Bédier, patron de la fédération patronale de la grande distribution où les salariés ont fait grève la semaine dernière à cause de leurs salaires indécents de pauvreté, explique, en bourgeois méprisant, « naguère, ces caissières étaient mariées. Leur salaire d'appoint suffisait. Est-ce ma faute si elles ont divorcé ? »

Le rapport Pochard souligne que les femmes professeurs sont épouses de cadres supérieurs (où a-t-il trouvé ça ?) et n'ont donc pas besoin du meilleur salaire. »

Des collègues répondent : si nous n'obtenons pas de revalorisation salariale, il ne nous restera qu'à défiler en chantant : on veut un mari. Et si on en a déjà un, on demandera à en avoir un deuxième !

Un proviseur de lycée palois embaucheur de vacataires refuse d'embaucher des personnes dont la famille n'est pas déjà dotée d'un salaire suffisant : c'est un salaire d'appoint, on ne peut pas vivre avec ça.

L'inspecteur d'académie assène jeudi dernier aux chefs d'établissement qu'il leur faut imposer des heures sup ou embaucher des vacataires. Ce sera très facile à Mauléon, Saint Jean Pied de Port ou Bedous !

Les caisses sont vides, vous dit-on sur l'air du « le poumon, vous dis-je » de Molière. Il faut remarquer que ces dirigeants ne manquent pas d'air : L'été dernier, 15 milliards étaient gaspillés pour les plus riches.

Ces jours-ci, le patronat va se faire rembourser par le fisc 4,2 milliards d'euros grâce à une astuce bruxelloise. La Société Générale, en remerciements pour sa bonne et saine gestion, va toucher 820 millions d'euros.

84 % des Français ne sont pas satisfaits de la politique concernant le pouvoir d'achat. 68 % des Français ne font pas confiance au chef de l'Etat et au gouvernement pour améliorer le pouvoir d'achat.

Les organisations syndicales du département (FSU, CGT, FO, UNSA et la CFDT de la côte basque) se sont rencontrées et ont décidé de marquer le coup dans un premier temps : **deux rassemblement interprofessionnels public / privé de protestation sont organisés le samedi 16 février à Bayonne et à Pau pour exiger des salaires décents et des retraites sans amputation.**

Par ailleurs, la construction du mouvement syndical indispensable dans la fonction publique pour arrêter la mise en place de la réforme générale des politiques publiques et exiger des services publics à la hauteur des besoins de la population se poursuit. Un mouvement de grève se profile pour la fin du mois de mars.

Dans l'éducation nationale, les menaces énormes qui pèsent sur notre service public : salaires, postes, statuts, paritarisme, indépendance du fonctionnaire et garantie de notre neutralité : tout cela est fragilisé et menacé de « réforme », c'est-à-dire d'affaiblissement ou de disparition.

On ne peut pas laisser faire. On ne peut pas, pour nos conditions de travail. On ne peut pas pour la qualité de nos missions. On ne peut pas pour nos enfants et tous les élèves. Un sursaut est indispensable.

U&A s'attache à construire les conditions de l'expression de ce sursaut.

Une première occasion peut être donnée avec la tenue du prochain CTPD du 18 février.

Dans chaque administration, dans chaque établissement, expliquons, luttons, organisons.

Unité & Action, Pau, le 10 février 2008

*Bandit ! Voyou ! Voleur ! Chenapan !
C'est la meute des honnêtes gens
Qui fait la chasse à l'enfant*

*Pour chasser l'enfant, pas besoin de permis
Tous les braves gens s'y sont mis
Qu'est-ce qui nage dans la nuit ?
Quels sont ces éclairs, ces bruits ?*

*C'est un enfant qui s'enfuit
On tire sur lui à coups de fusil
Jacques Prévert, 1934*